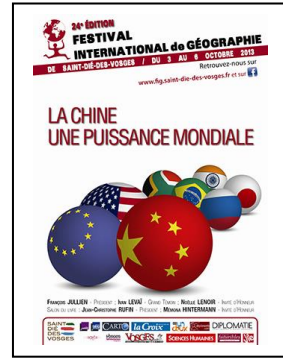




Conférence

« CHINE BLEUE ET CHINE JAUNE : DYNAMIQUE SPATIALE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE CHINOIS »

Par Françoise Lemoine (Economiste, CEPII, Paris)



S'appuyant sur ses nombreux travaux antérieurs et sur des recherches menées plus récemment avec sa collègue du CEPII Deniz Unal, Françoise Lemoine présente les prodromes d'un basculement du centre de gravité de l'économie chinoise du littoral vers l'intérieur. Disons, de façon liminaire, que cette problématique ne correspond pas tout à fait au titre annoncé : pour le géographe la Chine « jaune » serait plutôt la Chine du nord (du loess) et la Chine « bleue » la Chine du sud (du Yangzi). Mais il sera beaucoup pardonné à F.Lemoine et D.Unal : la première est économiste (« *et seulement économiste* » dit-elle, comme pour s'excuser) ; la seconde, non présente, s'occupe de commerce international et de littérature turque.

On conviendra donc *volens nolens* que la « *Chine bleue* » ici présentée soit la Chine littorale (de Pékin à Hainan) regroupant 38 % de la population, produisant 50 % du PIB et représentant 90 % du commerce extérieur chinois. Cette Chine, qui englobe les grandes métropoles (Pékin, Tianjin, Shanghai, Canton, ...) dispose en moyenne d'un revenu par habitant 5 à 7 fois supérieur à celui de la « la Chine jaune », bien que certaines des provinces qui la composent (Hebei, Hainan, ...) aient un PIB/ht inférieur à la moyenne *nationale*. Le contraste avec « *la Chine jaune* » serait encore plus fort si l'on prenait en compte le degré d'ouverture (c'est-à-dire le poids du commerce extérieur rapporté au PIB).

L'origine de cette opposition est à rechercher d'abord dans l'histoire économique de la Chine. On sait que la phase initiale d'ouverture (des années 1840 aux années 1930) a bénéficié aux régions côtières et en particulier au bas Yangzi. Le maoïsme au pouvoir a « recentré » l'économie chinoise en donnant, en particulier dans le cadre de sa politique de développement du « troisième front », la priorité à l'industrie lourde du nord (Manchourie) et aux activités industrielles de régions intérieures telles que le Sichuan ou le Shaanxi. La politique d'ouverture et de modernisation post-maoïste s'est ensuite faite au bénéfice des régions littorales (Guangdong et Fujian puis Pékin-Tianjin et Shanghai, ...). Depuis 2005, un rééquilibrage s'effectue : la part des régions côtières dans le PIB national régresse de 56% en 2006 à 52% en 2011. De même, les régions littorales (F.Lemoine en exclue les régions littorales du nord) qui représentaient 58 % de la production industrielle en 2006, voient leur part tomber à 50 % en 2011.

Ce mouvement traduit pour F.Lemoine les premiers effets d'une politique dite « *Go west* », c'est-à-dire, pour l'essentiel, d'une politique de réorientation géographique des investissements. L'adoption de cette politique serait consécutive aux effets de la crise asiatique de 1998 et aux tensions salariales, et plus largement sociales, récemment apparues dans les grandes métropoles industrielles. A ces difficultés viennent s'ajouter les effets sociaux et politiques des distorsions économiques entre régions alors que les migrations intérieures deviennent de plus en plus difficiles à contrôler.

Le « *rattrapage* » en cours est incontestable mais ses limites sont tout aussi évidentes. Si la part de la « *Chine jaune* » augmente dans la plupart des secteurs industriels, elle est plus élevée dans le domaine de l'énergie, des industries agro-alimentaires et de la

métallurgie que dans des secteurs comme les industries mécaniques ou le textile. Dans les activités à forte valeur ajoutée comme la construction électronique ou l'aéronautique, cette part reste marginale. Malgré une progression plus rapide, le salaire moyen dans l'industrie y est donc encore inférieur de 10 à 20 %. Le « *recentrage* » de l'industrie bute également sur des insuffisances en matière d'infrastructures et de coût des transports, d'approvisionnement énergétique, de formation de la main-d'œuvre, de productivité du travail et d'environnement. Les investissements étrangers y sont proportionnellement moins nombreux que dans les régions littorales (moins de 20% contre 50 %) et, cela va de pair, ces régions intérieures restent moins ouvertes aux échanges internationaux.

Il faut voir dans ces différentes caractéristiques les limites d'une politique volontariste de l'Etat qui vise à rééquilibrer l'espace productif chinois tout en réorientant une partie de sa production vers la satisfaction des besoins d'un marché intérieur en plein développement.

Au total, F.Lemoine a présenté, de façon nuancée et prudente eu égard à la faible fiabilité des sources, une évolution récente de la géographie économique chinoise. Mal placée en temps et heure, mal annoncée dans les programmes, cette conférence n'a malheureusement pas rencontré son public, ce qui nous renforce dans l'idée que les conférences les moins courues du FIG de Saint-Dié ne sont pas nécessairement les moins intéressantes.

Gabriel Weissberg